



31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris

contact@solidaires.org

fb: @USolidaires

Site : www.solidaires.org

Twitter: @UnionSolidaires

novembre 2020

& **égales**

25 novembre :

A quand la fin des violences sexistes et sexuelles envers les femmes ?

Cette question pourrait passer pour naïve ou pour utopique... En effet, malgré l'effet #MeToo, malgré la mobilisation mondiale pour mettre fin aux féminicides, malgré (et là c'est sans surprise) le Grenelle du gouvernement sur ces violences, on reste avec un sentiment d'impuissance et de profonde révolte, ça n'avance pas ou peu.

Rien qu'en France, 146 femmes ont été tuées sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint en 2019, et elles sont déjà 82 depuis le 1^{er} janvier 2020. Selon des chiffres remontant à 2017, 93.000 femmes ont été victimes de viol ou tentative de viol en 2016 et 32 % des femmes déclarent avoir subi du harcèlement sexuel au travail.

Pour autant, les choses bougent dans la visibilité et la propagation de cette lutte...partout dans les rues de nos villes, les messages des « colleuses » sont venues rappeler au quotidien la réalité des violences, le combat que l'on mène.

Les dernières générations sont largement mobilisées sur ces questions.

Les mobilisations de par le monde ne faiblissent pas : celle par exemple sur l'avortement et notamment la tentative de l'interdire totalement en Pologne (déjà quasi interdit) a échoué et l'on sait bien qu'il s'agit d'une autre forme de violence faite aux femmes, de vouloir contrôler et contraindre leurs corps à procréer.

Le confinement restreint nos libertés de mouvement, de manifester, c'est un fait, mais qui ne doit pas être

une fatalité puisque par ailleurs nous sommes en très large partie autorisées à travailler, consommer.

Solidaires sera comme Nous Toutes « connectée » le 21 novembre sur la journée qui interpellera, formera en ligne et sur les réseaux sociaux sur ces questions de violences sexistes et sexuelles.

Solidaires sera aussi partout « physiquement » dans la rue et dans la lutte, dans les rassemblements (avec le respect des gestes barrières), à Toulouse, Rennes, Grenoble, Paris... pour continuer à porter les revendications pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles, leur donner de la visibilité.

Nous revendiquons notamment de réels moyens à cette lutte (un milliard), la ratification de la convention de l'Organisation Internationale du Travail par la France qui obligera les employeurs à lutter plus concrètement contre le harcèlement sexuel.

Nous danserons avec les Rosies, chanterons, crierons, populariserons les luttes et par exemple la campagne de lutte contre le harcèlement et le sexisme à H&M dont une représentante syndicale de Solidaires a fait les frais en Seine St Denis.

Nous ne céderons pas, nous visons la fin du système patriarcal, et la fin des violences sexistes et sexuelles, plus que jamais.

« Le travail invisible, ça compte ! »

Dès la naissance des mouvements féministes, un des axes de réflexion et de lutte a porté sur l'inégale répartition des tâches ménagères et éducatives entre les femmes et les hommes. Et cela sur tous les continents. La pandémie récente a mis en lumière le travail essentiel pris en charge par les femmes pour la vie de toutes et tous, que ce travail soit rémunéré (mal !) ou bénévole.

Au Québec, début 2020, un comité inter-associations s'est constitué pour une meilleure concertation entre les différentes associations qui oeuvrent sur le sujet. Le jour de la Fête du travail (le 7 septembre au Québec), a été présenté le manifeste commun qui a été adopté.

Le manifeste débute par une définition du travail invisible :

👉 Le travail invisible est le travail effectué sans rémunération ou de façon sous-rémunérée, notamment le travail effectué au sein de la famille qui peut comprendre les tâches domestiques et les soins aux personnes comme les courses, la lessive, le ménage, la cuisine, les soins aux enfants, ainsi que tout le travail de planification qualifié de charge mentale. Ces tâches peuvent aussi être effectuées à l'extérieur de la famille, auprès d'ami-e-s, de voisin-e-s ou d'autres membres de la communauté ;

👉 le travail effectué par les personnes proches aidantes qui peut comprendre des tâches domestiques et les soins, les services et le soutien psychologique à leurs proches (dont les enfants) malades ou âgés, en perte d'autonomie ou avec des besoins particuliers. Ce rôle de proche aidant.e comprend également tout le travail de planification, qualifié de charge mentale, ainsi que le travail qualifié de charge émotionnelle. Ces tâches peuvent aussi être effectuées à l'extérieur de la famille, auprès d'ami-e-s, de voisin-e-s ou d'autres membres de la communauté ;

👉 le travail effectué au sein de l'entreprise familiale (ferme, commerce, etc.) ou de l'entreprise du / de la conjoint.e (bureau professionnel de notaire, avocat, dentiste, etc.) ;

👉 le travail effectué comme bénévole pour diverses organisations et/ou institutions, qui assure des services essentiels à la population ;

👉 le travail effectué dans le cadre d'un stage non rémunéré.

Il se poursuit par une analyse genrée de ce travail invisible. Encore aujourd'hui, ce travail est majoritairement effectué par les femmes, ce qui les pénalise dans leur épanouissement personnel, professionnel, social et économique. Ceci augmente pour ces femmes le risque de se retrouver en situation de précarité et de vivre en situation de pauvreté tout au long de leur vie. Pris pour acquis et non reconnu, tant par les proches que la société et les institutions politiques, le travail invisible et sa répartition inégale entre les femmes et les hommes, découlent de normes sociales et culturelles d'une autre époque, marquées de stéréotypes genrés.

Les revendications élaborées portent sur la comptabilisation du travail invisible, sa reconnaissance et sa valorisation, des mesures économiques, sociales et fiscales et des mesures visant à la conciliation famille-travail-études

La reconnaissance et la valorisation du travail invisible sont un des enjeux centraux pour l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Faites connaître et signer ce manifeste à cette adresse :

<https://www.travailinvisible.ca/wp-content/uploads/2020/09/Manifeste-Travail-invisible-2020.pdf>

Vous y trouverez également des revendications plus détaillées que nous ne pouvons reprendre ici.

Discutez-en et faites en bon usage !

Pour contacter le collectif : info@travailinvisible.ca

Elles ont osé

Ida Lupino, une pionnière inconnue !

Le cinéma hollywoodien a été dès le départ écrit par les hommes, la conquête de l'ouest, les drames passionnels, les femmes quand il y en a y jouant les rôles de faire valoir, aguicheuse, amoureuse, tout dans les sentiments, rien dans les décisions. C'est l'image véhiculée par ces films des années 50. Ce cinéma américain, machiste sans aucun doute, raciste aussi par sa valorisation des cowboys au détriment des peuples amérindiens, construit une légende blanche et patriarcale de la fondation des Etats Unis d'Amérique.

Après avoir joué des personnages de femmes conformes aux standards féminins de l'époque, sorte de faire valoir sexy, elle se lance dans la production indépendante avec son mari, pour lutter contre les stéréotypes et aborder des thèmes invisibles sur les écrans, puis dans le scénario et la réalisation : elle sera pendant plusieurs années la seule réalisatrice à Hollywood.

Elle réalise 6 films entre 1949 et 1953, sur des sujets de société tels : la maladie dans « faire face », l'adultère dans « bigamie », la rivalité mère-fille dans « jeu, set et match », les violences sexuelles vue du point de vue de la victime dans « outrage ».

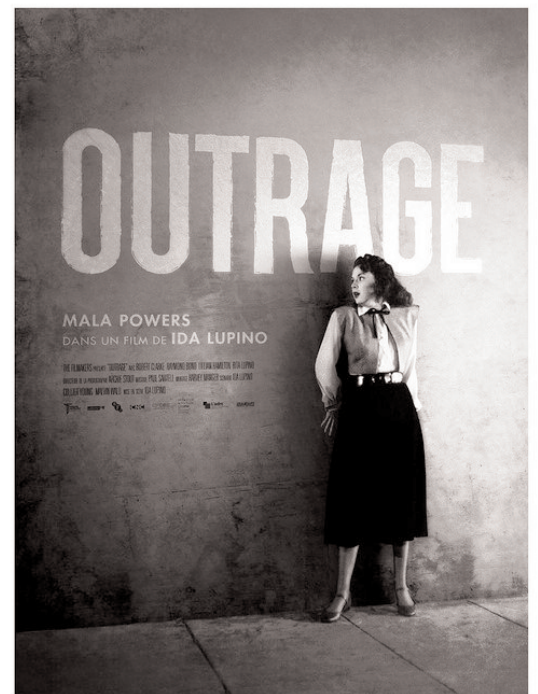
Martin Scorsese confirme son rôle très important et oublié dans le cinéma : « ses films sont de remarquables morceaux de musique de chambre traitant de sujets très hardis d'une façon très claire, presque documentaire ».

La journaliste Carrie Rickey dira de celle qui reste un modèle pour les réalisatrices « non seulement Lupino prend en main la production, la réalisation et le scénario, mais chacun de ses films aborde frontalement la sexualité, l'indépendance, la dépendance ».

Les sœurs Kuperberg, spécialistes de l'âge d'or du cinéma hollywoodien, précisent que « ses films devraient être enseignés dans toutes les facultés de cinéma, notamment Outrages qui est un film essentiel ».

Pour Antoine Sire, auteur de « Hollywood, la cité des femmes » « Ida Lupino doit être considérée comme une grande cinéaste, mais également comme l'emblème d'une forme de combat féministe à l'écran ».

Elle continuera sa carrière dans la réalisation de séries télévisées, et décèdera d'un infarctus en 1995.



Internationale

Le 5 octobre, les Zapatistes ont annoncé une tournée mondiale d'une délégation (une centaine, très majoritairement des femmes) qui commencera en Europe au printemps prochain. Depuis leur soulèvement en 1994 au Chiapas (Mexique), les Zapatistes construisent leur autonomie et Solidaires a participé à de nombreuses initiatives ici et là-bas. Entre autres, depuis de nombreuses années de nombreux syndicats soutiennent les communautés à travers l'achat de leur café « rebelle et zapatiste » et récemment des délégations de femmes se sont rendues aux rencontres des femmes qui luttent (2018 et 2019). Une équipe interne en lien avec la commission internationale et la commission femmes travaille pour l'accueil de cette délégation en 2021.

Congé paternité

« On ne naît pas parent, on le devient », le Président l'a dit ! Et d'ajouter, « le nouveau congé paternité, c'est un changement considérable, une mesure favorable à l'égalité entre les femmes et les hommes ». Alors c'est quoi, cette mesure « marrainée » par Simone de Beauvoir qui va bouleverser nos vies ?

Un peu d'histoire

Depuis 1946, les pères bénéficient de 3 jours d'absence après la naissance d'un-e enfant. Le coût est assumé par l'employeur. En 2002, s'ajoutent 11 jours consécutifs, mais non obligatoires, indemnisés par la sécurité sociale à 100% d'un salaire plafonné. En 2013, victoire idéologique et alignement sur les évolutions sociales, ce congé renommé, congé de paternité et d'accueil de l'enfant, est étendu à la personne qui vit avec la mère quel que soit son sexe. A partir de juillet 2021, ce congé passera de 14 à 28 jours. Rien ne change financièrement pour l'employeur... sauf dérogation, les sept jours suivant la naissance deviendront obligatoires. Depuis sa création, seuls 2/3 des pères prennent ce congé, en totalité ou partie. Pression sociale, crainte d'une perception négative dans leur milieu professionnel et baisse de revenus l'expliquent.

Face à l'opposition des libéraux et l'inertie des autres, la première loi pour un congé maternité rémunéré de 8 semaines devra attendre 1910. Porté à 14 semaines en 1946, le droit actuel à un congé de 16 semaines date de 1980. Ses conditions de rémunération sont les mêmes que pour le congé paternité. En revanche, 8 semaines sont obligatoires dont 6 après l'accouchement sans possibilité d'y renoncer.

« On ne naît pas femme, on le devient. » Aucun destin biologique, psychique, économique ne définit la figure que revêt au sein de la société la femelle humaine. La logique révolutionnaire du Deuxième sexe de Simone de Beauvoir, interdit par le Vatican aussitôt publié, est présente dans ce paragraphe : Tu es, je suis... explique t-elle, le produit d'une socialisation vécue au sein d'un système patriarcal où le rôle de la femme et sa subordination à l'homme sont déterminés par ses organes reproducteurs. « Mais ce que le monde social a fait, le monde social peut, armé de ce savoir, le défaire », lui répond en écho Pierre Bourdieu dans la Misère du monde.

Depuis 2002, la transformation de l'ancienne autorité paternelle en autorité parentale assumée conjointement avec la mère et aujourd'hui le doublement du dit congé de paternité seraient donc quelques-unes des traces de ces évolutions sociales !

Indéniablement, des efforts d'égalisation existent mais cette évolution du droit de la famille signe-t-elle une parentalité assumée équitablement ?

En clair, droits comme devoirs, dans la prise en charge des enfants, sont-ils aujourd'hui partagés ? Les enquêtes emplois du temps de l'INSEE remettent en cause cette supposée transformation des rôles parentaux et de la division sexuelle du travail au sein de la famille. Les femmes réalisent toujours la majorité des tâches domestiques y consacrant presque 2 fois plus de temps que les hommes. En bref, la nouvelle paternité n'est pas un fait statistiquement vérifié, les changements ne sont que marginaux, le travail domestique des femmes, toujours lui, reste invisibilisé.

Dissimulé dans des habits neufs, le système de domination patriarcale perdure !

Car oui, cette fois encore, ce dispositif peu contraignant (7 jours obligatoires) ne change pas radicalement la donne : la pseudo égalité masque mal l'injonction de l'attention « naturelle » des femmes vis-à-vis des enfants. A votre bon cœur, messieurs !

Le soupçon qui pèse sur le moindre investissement des femmes dans la vie professionnelle du fait de la charge domestique et les freins à l'égalité salariale n'est pas prêt de s'éteindre. En revanche, l'illusion d'une coparentalité effective, elle, peut se renforcer.

Pour une parentèle à part égale, quel levier serait nécessaire ?

Une autre proposition de loi préconisait que ce congé passe à 12 semaines dont 8 obligatoires. Cette mesure, bien qu'insuffisante, aurait pu néanmoins amorcer une rupture dans le système patriarcal, hommes et femmes se trouvant enfin confronté-e-s à une obligation presque identique : la norme sociale aurait pu être interrogée.

En citant Simone de Beauvoir, monsieur le Président, pour adopter une mesure qui pérennise l'idée qu'être femme ou homme, père ou mère n'implique pas les mêmes droits pour gagner sa vie, tout en assumant les soins parentaux et les tâches ménagères, vous faites, au mieux un contresens, au pire une manipulation.